

## Les communautés et le Grenelle de l'environnement

### Une enquête de l'AdCF

A l'occasion de ses 13<sup>èmes</sup> *Rencontres de l'environnement et de l'intercommunalité* et à quelques jours de la réunion de la commission mixte paritaire qui procédera aux derniers ajustements du projet de loi Grenelle 2, l'AdCF a présenté les résultats d'une enquête réalisée en mai et juin 2010 auprès de ses adhérents.

Les résultats de l'enquête et les débats de la 13<sup>ème</sup> rencontre ont permis de **mesurer les priorités des communautés** dans la phase de mise en œuvre du Grenelle mais également leurs interrogations et attentes relatives aux mesures d'accompagnement.

Très exposées aux incertitudes qu'engendrent actuellement le remplacement de la taxe professionnelle et l'annonce du « gel en valeur » des dotations de l'Etat, les communautés considèrent, pour 67% d'entre elles, que leur engagement en faveur du Grenelle sera freiné. Le président de l'AdCF, Daniel Delaveau, a souligné les enjeux de « soutenabilité financière » du Grenelle pour les intercommunalités, devenues les principales autorités organisatrices des services publics environnementaux.

Parmi leurs engagements prioritaires, les communautés évoquent les actions de prévention des déchets et d'amélioration du tri ainsi que les documents de planification de l'urbanisme (SCOT). Nombre d'entre elles s'engagent également en faveur de la promotion des énergies renouvelables malgré la baisse de rendement fiscal des projets que suscite la suppression de la taxe professionnelle.

L'enquête révèle de très fortes attentes des communautés en terme d'accompagnement par les services de l'Etat (89%) mais également les autres niveaux de collectivités.

Les résultats de cette enquête ont permis d'éclairer les échanges de cette 13<sup>ème</sup> rencontre au cours de laquelle sont intervenus deux des rapporteurs du projet de loi, membres de la commission mixte paritaire (le sénateur Dominique Braye et le député Bertrand Pancher), plusieurs parlementaires actifs lors des débats de l'Assemblée nationale, Michèle Pappalardo, commissaire générale au développement durable, Valérie Létard, secrétaire d'Etat au développement durable et Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez Environnement.

#### **Communautés : autorités compétentes... en quête de fiscalité et d'ingénierie**

- > 89 % des communautés jugent indispensable l'accompagnement des services de l'Etat pour la mise en œuvre du Grenelle dans leur collectivité

#### **L'enquête révèle l'implication forte des communautés sur certains champs du Grenelle...**

Des actions déjà engagées (réalisées ou en cours) par les communautés dont

- > La réduction des déchets et amélioration du tri (78%)
- > Rénovation thermique des bâtiments publics (63%)

#### **... et des chantiers du Grenelle encore à venir**

Eau : recherche et réduction des fuites dans les réseaux

- > 74 % des communautés déclarent ne pas être concernées

#### **Sur le site de l'AdCF [www.adcf.org](http://www.adcf.org) sont disponibles les résultats complets de cette enquête :**

- > l'état d'avancement des chantiers du Grenelle par compétence dans les communautés
- > l'impact sur l'implication des collectivités dans le contexte des réformes financières et fiscales
- > la perception de l'information et des implications du Grenelle pour les collectivités
- > l'ordre d'importance des enjeux de mise en œuvre du Grenelle dans les communautés
- > les actions préconisées par le Grenelle et leur niveau de priorité pour les communautés
- > les domaines dans lesquels l'engagement des communautés semble difficile

---

Créée en 1989, l'Assemblée des Communautés de France est le porte parole des élus de l'intercommunalité. Elle fédère à ce jour plus de 1100 communautés de communes, d'agglomération et urbaines, représentant 36 millions de Français vivant à l'heure intercommunale aussi bien en milieu urbain que rural.